

#### 4) Verviers:

Proposition d'inviter A. Juckmès à venir exposer son point de vue sur la politique de jeunesse au CFW

Rejetée: A. Juckmès n'étant pas représentatif de la position du parti à ce sujet.

#### Autres remarques:

- La JC ne se désintéresse pas du problème des jeunes travailleurs
- La JC de Charleroi a organisé une conférence sur ce sujet, idem à Bruxelles où la JC a constitué une cellule de jeunes travailleurs.
- Nous pouvons constater un renforcement de la JC en qualité politique, si pas en quantité

#### 2. Candidature à la direction nationale de la JCB

Jean Fuchs estime que si les JC ne sont plus contents de son travail, il est prêt à renoncer à son poste immédiatement; il propose en remplacement Marc Somville

Marc Somville hésite à accepter parce qu'il estime qu'un dirigeant national est souvent brisé par l'action et déçu, et qu'il se détache de sa base.

Marc préfère l'action militante dans sa région.

Les conditions de travail actuelles pour un dirigeant national sont extrêmement difficiles, il faudrait un groupe de dirigeants qui travaillent ensemble, ce qui est différent d'un secrétariat.

Le CFW estime qu'il est dangereux que Jean Fuchs abdique maintenant, alors que la JC est sur le bon chemin. L'idéal serait évidemment une collégiale de dirigeants nationaux. 3. Rapport avec les camarades flamands

Le CFW charge le secrétariat de faire une nouvelle tentative de renouvellement des contacts avec les camarades flamands. Il souhaite même une réunion entre le PCB, la JC et la KJB pour discuter de ces problèmes

Une réunion semblable a déjà eu lieu entre la JC flamande de Bruxelles et les camarades flamands

Il faut reconstituer un bureau confédéral pour pouvoir prendre des positions politiques nationales; mais sur la base d'une action politique commune, plutôt que sur des problèmes administratifs. Il faut réaliser d'abord une lutte politique commune et voir ensuite quels sont les moyens à mettre en oeuvre.

#### 4. Les plan et projet VDB et Vranckx

Le texte de Claude Marx à ce sujet qui paraîtra dans le prochain "Offensive" sera envoyé dans chaque régionale, à titre d'information.

Tour d'horizon de l'action dans les régionales:

##### a) Liège:

La JC a réussi à déjouer la manoeuvre des gauchistes qui consistait à détourner son vrai but l'action des lycéens, vers une journée de solidarité avec la même action existant en France.

On constate cependant l'impossibilité de continuer les grèves et la mobilisation des lycéens. Il faudrait par conséquent accentuer la pression politique par la signature des pétitions pour le retrait total du plan VDB

Le principe de la pétition a été voté par le front liégeois des lycéens.

Une lettre a été envoyée aux parlementaires liégeois.

Un meeting a eu lieu à Seraing pour élaborer un contre-projet dont le point central est le retrait des troupes belges d'Allemagne ce qui est un pas en avant vers le désengagement vis-à-vis de l'OTAN

A l'initiative de la JC, le comité de mobilisation lycéen a été convoqué pour relancer les pétitions dans les écoles et faire approuver le contre-projet. Se continuent de même les pétitions chez les jeunes travailleurs.

Il existe une action de diversion qui est la création de comités de vigilance au niveau des quartiers contre les projets VDB-Vranckx, son but est d'éloigner la lutte des écoles et entreprises. De plus ces comités de quartier sont sans moyen de pression. Il faut donc ramener les comités de quartier sur la bonne voie.

Une liaison a été établie entre la grève de Sittel et le projet Vranckx, car il s'agit d'une tentative de pousser à bout les travailleurs de manière à renforcer leur répression.

April 1973

BP22\_1973\_04

### Communiqué

Le Bureau politique du Parti communiste de Belgique constate que l'on assiste actuellement à un nouvel essor des luttes ouvrières contre la politique des monopoles capitalistes.

Il salue la nette victoire remportée par les travailleurs des ACEC, aussi bien sur le plan revendicatif que sur le plan de la préservation des droits syndicaux et de l'"acquis social". Cette victoire est le fruit de l'unité ouvrière et de la remarquable cohésion de l'action syndicale à l'échelle des quatre sièges de l'entreprise. Au surplus, comme l'indique le résultat de la consultation syndicale du 2 avril, les travailleurs des ACEC ont, par leur succès, créé une base solide pour développer la lutte en faveur du maintien du volume de l'emploi, de l'indexation des barèmes fiscaux et des autres revendications essentielles du mouvement ouvrier.

La même combativité apparaît dans la bataille des travailleurs de Caterpillar victimes de ce qu'ils appellent eux-mêmes très justement "l'américanisation". Le Bureau politique exprime sa solidarité aux grévistes de cette entreprise et se félicite de l'appui massif que leur apportent les métallurgistes du bassin de Charleroi. Il est clair que cette lutte concerne directement l'ensemble de notre mouvement ouvrier et du mouvement progressiste.

+  
+ +

Le Bureau politique du PCB constate que la Conférence nationale de l'emploi s'est orientée vers l'adoption de certaines mesures qui, comme le pré-pensionnement, résultent de la pression exercée sur le patronat et le gouvernement par les organisations ouvrières. Il est certain que de telles mesures sont bonnes à prendre, mais on ne peut manquer de souligner qu'elles marquent aussi les limites d'une action qui, jusqu'ici, n'a pas mis en cause, au niveau interprofessionnel, les origines réelles du chômage, des licenciements, des atteintes permanentes au volume de l'emploi.

Le Bureau politique estime que, quels que soient les accords qui pourront être conclus à la conférence nationale de l'emploi, l'action devra être poursuivie et développée pour obtenir des garanties de maintien du volume de l'emploi tant au niveau des entreprises qu'au niveau régional.

Le Bureau politique du PCB.

Bruxelles, le 4 avril 1973.

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

\*\*\*

avenue de Stalingrad 29  
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 3 avril 1973

Cher Camarade,

Le Bureau Politique se réunira le

VENDREDI 6 AVRIL 1973 à 9.30 H.

=====

Ordre du jour :

- Situation politique
- Bilan des luttes sociales et  
Conférence de l'emploi.

R. DUSSART.

Bien fraternellement,

L. VAN GEYT.

## COMMUNIQUE

Il se confirme que le gouvernement Leburton a repris à son compte le plan de réforme de l'armée élaboré par VdB sous la précédente législature, malgré l'ampleur du mouvement d'opposition que ce plan a soulevé, en particulier de la part des jeunes.

Il se confirme aussi que, contraint de lâcher du lest, le gouvernement a limité les consultations à la seule question du sursis. Or, si cette question est effectivement importante, elle n'est pas la seule qui doive être posée. Le plan VdB est mauvais globalement et son application entraînerait une nouvelle et sensible augmentation des dépenses militaires.

Le Bureau politique du Parti communiste de Belgique considère qu'il faut revoir fondamentalement la politique de défense nationale du pays. Il n'est pas normal que la Belgique soit pratiquement le seul petit pays membre de l'OTAN qui ait maintenu des troupes en Allemagne fédérale aux côtés des trois grandes puissances occidentales. Or, en ramenant ces troupes en Belgique, il serait possible de passer rapidement au service militaire de 10 mois et le plan VdB n'aurait plus aucune base.

En conséquence, le Bureau politique du P.C.B. se prononce pour le retrait des troupes belges d'Allemagne et l'instauration du service militaire de 10 mois en Belgique, étape vers les 6 mois.

Le Bureau politique du P.C.B.

Bruxelles, le 10 avril 1973.

## COMMUNIQUE

Le Bureau politique du Parti communiste de Belgique a examiné les décisions qui ont été prises en matières économique et sociale par la Conférence nationale de l'emploi.

Il estime que si certaines de ces décisions, comme la pré-pension, sont de nature à soulager le sort de travailleurs victimes des "rationalisations" capitalistes, l'ensemble des mesures adoptées n'apportera aucune solution au problème de l'emploi tel qu'il se pose dans notre pays.

Une politique de l'emploi digne de ce nom doit commencer par le blocage du niveau de l'emploi, tant au niveau de grandes entreprises qu'au niveau régional. Dans ce cadre, la généralisation de la pré-pension à 60 ans pour les hommes et à 55 ans pour les femmes pourrait constituer une réforme réellement progressiste.

D'autre part, le Bureau politique du PCB estime que les conditions dans lesquelles le gouvernement envisage de développer l'initiative économique publique feront nécessairement de celle-ci un nouvel instrument d'Etat mis à la disposition du grand capital. L'initiative économique publique n'aura une réelle efficacité que le jour où elle se situera dans le cadre d'une politique générale radicalement différente de celle qui se pratique actuellement. Une telle politique suppose en premier lieu la subordination des aides publiques aux investisseurs à des garanties sérieuses de maintien et de développement de l'emploi.

Pour en arriver là, toutes les forces qui se réclament de la classe ouvrière ont le devoir d'appuyer ensemble les luttes que les travailleurs mènent pour défendre leur emploi, au niveau des entreprises, et pour assurer le maintien du niveau régional de l'emploi. L'expérience montre déjà de façon probante qu'il est possible, par ces luttes, de créer des fronts politiques allant de l'usine aux formations et institutions politiques sous-régionales et que ces fronts, parce qu'ils permettent d'isoler les responsables du gâchis et de surmonter les résistances droitières, peuvent rendre de grands services au mouvement ouvrier.

.../..

.../..

Le Bureau politique considère que les travailleurs doivent pouvoir se prononcer démocratiquement et en connaissance de cause sur les résultats définitifs et complets de la Conférence nationale de l'emploi. Une ratification précipitée ne pourrait que donner lieu à de sérieux mécomptes.

Le Bureau politique du P.C.B.

Bruxelles, le 11 avril 1973.

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

-----  
Avenue de Stalingrad, 29  
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 9 avril 1973

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

---

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le

VENDREDI 13 AVRIL 1973 A 9H.30.

=====

Ordre du jour :

-----

- Situation politique.
- Compte rendu travaux Bureau wallon.

Fraternellement,

L. VAN GEYT.

Procès-verbal du Bureau politique du 13.4.73

Présents : Blume, Coussement, Debrouwere, Duchâteau, Levaux,  
Renard, Van Geyt.

Invité : A. Jukmès

Excusés : De Coninck, Dussart, Glineur, Turf, Van den Branden.

- Situation politique et luttes sociales

- faire la semaine prochaine un communiqué BP pour souligner :
  - les tentatives patronales (avec complicité du gouvernement et dans une certaine mesure des organismes syndicaux dirigeants) d'entamer les droits syndicaux.
  - les conclusions négatives de la Conférence nationale de l'Emploi
  - la nécessité de subordonner les aides publiques à la garantie du niveau de l'emploi (consulter Dussart - Turf - Van den Branden et cam. de Liège).
- prévoir le prochain Faits et Arguments (Mai) sur la défense des droits syndicaux et notamment le droit de grève.
- prévoir éventuellement une interpellation parlementaire sur la grève des dockers (L. Van Geyt).
- A la Commission parlementaire d'information sur les aides publiques:
  - demander la participation d'un communiste (Levaux).

- Politique internationale:

- Moyen Orient : J. Debrouwere(en discuter avec Cl. Renard) fera un communiqué contre les attaques israéliennes et demandant à la Belgique de se désolidariser de la politique américaine en Méditerranée.

- Prochain B.P. : le 27/4.

=====

## COMMUNIQUE

Les actes de gangstérisme politiques et militaires, auxquels s'est livré ces derniers jours le gouvernement israélien, ont fait remonter dangereusement la tension au Moyen-Orient.

Les prétextes invoqués pour justifier ces actes sont fallacieux. Il ne s'agit pas de représailles faisant suite à des attaques commises par des extrémistes palestiniens, mais bien d'opérations préparées longtemps à l'avance; il s'agit d'assassinats politiques qui n'ont même pas épargné les membres des familles des dirigeants de la résistance palestinienne. Au surplus, même si certains actes de désespoir imputables à des éléments irresponsables de la résistance palestinienne ont pu être déplorés et ont fait du tort à la lutte de libération palestinienne, on ne peut perdre de vue ce fait essentiel que le drame palestinien a été créé par le sionisme qui bénéficie du soutien massif et constant de l'impérialisme américain.

Les raids israéliens au Liban font d'ailleurs partie d'un plan visant, au mépris de la résolution de l'ONU du 22 novembre 1967, à annexer définitivement les territoires arabes occupés et à les réduire en fait à l'état de colonies, avec expropriation, oppression et exploitation de la population locale.

Le gouvernement israélien suit ainsi une orientation qui mène directement à la catastrophe, et qui comporte de grands dangers pour le peuple israélien et l'existence même de son Etat.

La seule issue pour sortir de cette crise est une solution politique qui prévoie le retrait d'Israël des territoires occupés, ainsi que la reconnaissance absolue des droits nationaux des Palestiniens.

Le silence gardé par le gouvernement belge, après sa décision d'ajourner l'implantation d'une usine d'aviation israélienne à Bierset, est plein d'équivoques. Il ne sert ni la détente, ni le rétablissement de la justice au Moyen Orient, ni les intérêts belges dans cette partie du monde. C'est pourquoi l'opinion démocratique de notre pays doit exiger très nettement du Ministre des Affaires Etrangères qu'il se prononce clairement pour l'applica-

.../..

tion intégrale, par les autorités israéliennes, de la résolution de l'ONU du 22 novembre 1967.

Le Bureau politique du P.C.B.

Bruxelles, le 13 avril 1973.

## COMMUNIQUE

Le Bureau politique du Parti communiste de Belgique salue la lutte des dockers de Gand et d'Anvers et leurs deux comités de grève. Il les assure de sa complète solidarité, et appelle tous les communistes des entreprises, fédérations et sections locales à traduire cette solidarité en actes et prises de position.

Le fait que la direction du Syndicat du Transport a refusé jusqu'à présent, contre la volonté de la majorité des syndiqués et de nombreux dirigeants, de reconnaître officiellement la grève, met sérieusement en cause la démocratie syndicale et pose un grave problème à l'ensemble du mouvement ouvrier.

Les revendications des grévistes sont cependant justifiées. Les 60 frs qu'ils exigent, en plus des 40 frs d'augmentation de salaire déjà prévus dans l'accord de programmation, et le treizième mois, sont le reflet de la rapide augmentation du coût de la vie, conséquence de la politique gouvernementale.

C'est pourquoi le Bureau politique du Parti communiste de Belgique insiste auprès du Ministre du Travail pour qu'il intervienne sans tarder en faveur des grévistes.

Il proteste énergiquement contre les mesures d'exception au port d'Anvers, l'interdiction de rassemblement et l'appel lancé à la gendarmerie par le bourgmestre Craeybeckx.

De telles mesures sont une provocation à l'égard des grévistes alors que ceux-ci témoignent d'une discipline et d'un sang-froid admirables.

Elles illustrent une fois de plus ce que la classe ouvrière peut attendre de projets de loi à la Vranckx !

Elles mettent également en lumière le choix fait par le Collège échevinal anversoise en faveur du patronat portuaire.

Le Bureau politique du P.C.B.

Bruxelles, le 17 avril 1973.

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

\*\*\*\*

Avenue de Stalingrad 29  
1000 Bruxelles

Bruxelles, le 16 avril 1973

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

=====

Cher Camarade,

Le Bureau Politique se réunira le

VENDREDI 27 AVRIL 1973 à 9.30 H.

=====

A l'ordre du jour :

- Préparation des Conseils régionaux :  
Examen des candidats présentés par les  
fédérations.
  
- Situation politique.

Fraternellement,

L. VAN GEYT.

## COMMUNIQUE

Au nom du gouvernement américain, le conseiller de Nixon, Henry Kissinger, a rompu une lance pour un pacte atlantique renouvelé. Selon l'avis américain, même le Japon peut y être associé, ce qui signifie que, sous une forme remaniée, se cache toujours le même but : Washington désire le maintien d'un "cordon sanitaire", militaire et politique, autour des pays socialistes.

Kissinger a fait quelques concessions de forme aux nouvelles réalités internationales. La position de force des U.S.A. dans le monde a été battue en brèche : l'échec au Vietnam, le dollar malade, l'intérêt accru d'une série de gouvernements ouest-européens pour un système de sécurité et coopération européennes, le règlement de quelques points de litige européens entre l'Est et l'Ouest qui, auparavant, étaient autant de moyens de pression pour Washington.

La stratégie américaine consiste visiblement, dans ces circonstances modifiées, à sauver ce qui est essentiel pour elle : le maintien d'une alliance occidentale sur le terrain militaire et politique, au sein de laquelle les U.S.A. conserverait une place prépondérante. Même si cela doit se faire sous le couvert d'un droit de participation théoriquement plus grand des gouvernements ouest-européens à la direction des affaires européennes, l'impérialisme américain veut non seulement maintenir en Europe occidentale ses troupes - et ses capitaux - il veut aussi augmenter les charges qui en découlent pour ses alliés.

- En faut-il plus pour démontrer ce que l'OTAN est en réalité :
- un instrument pour le maintien de l'influence américaine en Europe;
  - un moyen de pression sur les Etats ouest-européens, qui va à l'encontre de leurs intérêts propres, et dont le maintien constituera une menace permanente pour la sécurité européenne;
  - une chaîne par laquelle l'Europe occidentale reste liée à la politique américaine, dont l'immoralité est une fois de plus éclairée par le scandale du Watergate.

En Europe occidentale, le gouvernement américain passe à la contre-offensive. Il est effrayé par le rapprochement entre l'Est et l'Ouest européens, et il veut garder le contrôle des événements dans les limites fixées par lui et en fonction de ses visées particulières.

Parce qu'elle contribue au maintien des blocs militaires en Europe, l'OTAN est contraire aux intérêts de la paix et de la coopération; elle freine la liberté de mouvement, sur le plan international, de gouvernements tels que le nôtre. C'est d'ailleurs une raison de plus de faire échec aux plans Vanden Boeynants de réforme de l'armée, inspirés par l'OTAN. Il est également très urgent que le gouvernement belge se distancie nettement des idées néo-atlantiques formulées par Kissinger, et confirme sans équivoque son intention de collaborer à la création d'un système de sécurité et de coopération européennes.

Liberté vis-à-vis du dollar et du Pentagone !

Le Bureau politique du Parti  
Communiste de Belgique.

Bruxelles, le 30 avril 1973.

Mai 1973

BP22\_1973\_05

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

-----  
Avenue de Stalingrad, 29  
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 2 mai 1973

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le

Vendredi 4 mai prochain à 9 h.30.

=====

Ordre du jour :

- Situation politique
- Information sur fonctionnement JC/KJ et sur développement action pour les 10 mois de service militaire. Coussement  
De Coninck
- Titre du quotidien Coussement
- Prochain C.C. : date rapport ....
- Conseil régional wallon.

Fraternellement,

L. VAN GEYT.

*Od. G. f. v.*

COMMUNIQUE

Le Bureau politique proteste énergiquement contre l'intervention brutale d'agents de police anversois lors d'une manifestation de femmes de dockers en grève. De telles méthodes ne peuvent d'aucune manière favoriser une solution. Elles sont une caricature du maintien de l'ordre et ne peuvent que susciter des incidents.

Une fois de plus il est démontré que l'administration communale d'Anvers s'est rangée, dans le conflit en cours depuis 5 semaines déjà, du côté du patronat portuaire et des dirigeants syndicaux des syndicats du transport qui, par leur refus obstiné de soutenir les revendications des grévistes, empêchent une juste solution du conflit.

Les autorités de la ville, pourtant bien placées pour jouer un rôle de médiateur positif, prennent, par leur attitude négative, une lourde responsabilité. C'est d'autant plus choquant que nombre d'entre eux doivent leur mandat aux ouvriers qui ont voté pour eux.

C'est pourquoi, le Bureau politique du Parti Communiste de Belgique exprime une fois encore sa complète solidarité avec les dockers en grève. Pour lui sont seuls responsables des incidents qui ont eu lieu à Anvers, ceux qui s'opposent aux revendications des grévistes.

Le Bureau politique  
du Parti Communiste de Belgique.

Bruxelles, le 10 mai 1973.

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

-----  
Avenue de Stalingrad, 29  
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 7 mai 1973

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE  
-----

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le

VENDREDI 11 MAI 1972 A 9 H.30.  
=====

A l'ordre du jour :  
-----

- Situation politique
- Décision sur titre "Quotidien"
- Date et thèmes prochain C.C.
- Campagne législation avortement.

Fraternellement,

L. VAN GEYT.

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Avenue de Stalingrad 29  
1000 Bruxelles

---

Le 11 mai 1973

Aux membres du Bureau politique

Cher. camarade,

Le vendredi 25 mai, l'Association Belgique-RDA organise une réception en honneur de la délégation du Parti socialiste unifié de la RDA qui séjournera à ce moment en Belgique, à l'invitation du PCB.

La réception aura lieu à 18 heures à l'Hôtel Atlanta (Salon d'Argent - 1<sup>er</sup> étage) Boul. Ad. Max 7 à Bruxelles.

L'Association Belgique - RDA y invite les membres du Bureau politique.

Je te prie de me communiquer d'urgence si tu assisteras à cette réception.

Fraternellement,

A. De Coninck

Communiqué de presse.

Après avoir pris connaissance des incidents graves qui se sont déroulés lundi après-midi à Anvers au cours de la manifestation des dockers, le Bureau Politique du Parti Communiste de Belgique déclare :

- que seuls ceux qui refusent de prendre en considération les revendications des dockers portent la responsabilité de tels incidents;
- que la persistance du refus de discuter du programme revendicatif des dockers ne peut qu'aboutir à de nouveaux incidents.

Afin d'apporter une solution favorable au mouvement revendicatif des dockers, le Parti Communiste appelle tous les travailleurs à développer leurs actions de solidarité.

Bruxelles, le 14 mai 1973.  
Le Bureau Politique du Parti  
Communiste de Belgique.

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

-----  
Avenue de Stalingrad, 29  
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 14 mai 1973

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

---

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le

VENDREDI 18 MAI 1973 A 9 H.30.

=====

Ordre du jour :

- Situation politique :
  - Politique d'austérité du gouvernement (Van Geyt)
  - Projet de loi sur la fiscalité (Levaux)
- Rapport sur colloque de Pont à Lesse : Jukmès
- Préparation C.C. : désignation des rapporteurs.
- Examen de l'exécution des décisions pour le "8 Mai".

Bien fraternellement,

L. VAN GEYT.

*Cde Cl. Renard*

BUREAU POLITIQUE - PRESENCES PENDANT LA PERIODE DES VACANCES 1973

(les dates entre parenthèses sont les dates de départ et de retour)

	9/7/6-24/6	24/6-1/7	1/7-8/7	8/7-15/7	15/7-22/7	22/7-29/7	29/7-5/8	5/8-12/8	12/8-19/8	19/8-26/8	26/8-2/9
J. BLUME	J.B.	J.B.	J.B.	J.B.	J.B.	J.B.(1/8) -	-	-	-	-	- (1/9)
U. COUSSEMENT	U.C.	U.C.(1/7) -	-	-	-	- (30/7)U.C.	U.C.	U.C.	U.C.	U.C.	U.C.
A. DUCHATEAU	A.D.	A.D.(2/7) -	-	-	-	- (30/7)A.D.	A.D.	A.D.	A.D.	A.D.	A.D.
R. DUSSART	R.D.	R.D.	R.D.	R.D.(15/7) -	-	-	-	(15/8)R.D.	R.D.	R.D.	R.D.
G. GLINEUR (19/6) -	-	-	-	(19/7)G.G.	G.G.	G.G.	G.G.	G.G.	G.G.	G.G.	G.G.
M. LEVAUX	M.L.	M.L.	M.L.	M.L.(15/7) -	-	-	-	(15/8)M.L.	M.L.	M.L.	M.L.
Cl. RENARD	C.R.	C.R.	C.R.	C.R.(15/7) -	-	-	-	(15/8)C.R.	C.R.	C.R.	C.R.
J. TERFVE	J.T.	J.T.(1/7) -	-	-	-	-	-	-	-	-	- (31/8)
J. DEBROUWERE	J.D.	J.D.	J.D.	J.D.	J.D.	J.D.	J.D.(4/8) -	-	-	-	- (1/9)
A. DECONINCK (15/6) -	-	-	-	(15/7)D.C.	D.C.	D.C.	D.C.	D.C.	D.C.	D.C.	D.C.
Jef TURF	J.T.	J.T.	J.T.	J.T.(19/7) -	-	-	(4/8)J.T.	J.T.	J.T.	J.T.	J.T.
F.V.D.BRANDEN	V.B.	V.B.	V.B.	V.B.	V.B.	V.B.(1/8) -	-	-	-	-	- (31/8)
L. VAN GEYT	V.G.	V.G.	V.G.	V.G.	V.G.	V.G.(1/8) -	-	-	-	-	- (30/8)



PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

-----  
Avenue de Stalingrad, 29  
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 21 mai 1973

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

---

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le

VENDREDI 25 MAI 1973 A 9 H.30.

=====

A l'ordre du jour :

-----

- Situation politique.

Fraternellement,

L. VAN GEYT.

## COMMUNIQUE

Le Bureau politique du Parti communiste de Belgique constate qu'à l'occasion du débat parlementaire sur ses options budgétaires et financières, le gouvernement, sous la pression des monopoles capitalistes et de la droite, a confirmé et précisé son intention de faire supporter aux travailleurs les lourdes conséquences, fiscales, tarifaires et autres, de sa politique favorable au grand capital.

Le gouvernement contribue ainsi directement à la vie chère au moment même où les pétroliers manoeuvrent pour imposer une nouvelle augmentation arbitraire du prix de l'essence, au moment même où la Fédération des Entreprises Belges déclare qu'il n'est pas question pour elle de se soumettre à quelque contrôle que ce soit.

Or, une des causes essentielles des difficultés budgétaires et financières de l'Etat réside dans la croissance des aides publiques, directes et indirectes, que celui-ci dispense sans contrôle aux puissances d'argent. Cette interpénétration des fonds d'Etat et du capital privé a, de surcroît, pour effet de créer un terrain propice à des collusions dangereuses et à l'apparition d'un climat de scandales.

Les travailleurs, victimes de cette politique, et leurs organisations doivent donc avoir les mains libres pour agir. C'est pourquoi le Parti communiste se déclare solidaire des mouvements de grèves qui s'engagent sous la conduite de leurs organisations dans différents secteurs des Services publics et aujourd'hui même dans le secteur Enseignement et à la Régie des Postes, mouvements dont les causes et les objectifs sont les mêmes, en fait, que ceux de la grève des dockers.

Le succès de tous passe par la convergence des luttes de tous.

Le Bureau politique du P.C.B.

25 mai 1973.

June 1973

BP 22\_1973\_06

PARTI COMMUNISTE DE BELGICUE

\*\*\*\*\*

Avenue de Stalingrad 29  
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 29 mai 1973

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Cher Camarade,

Le prochain Bureau Politique se réunira le

VENDREDI 1 JUIN à 9.30 H.

=====

Ordre du jour :

- Préparation du prochain C.C.
  - examen du projet de schéma de rapport L. Van Geyt.
- Suites à donner à la motion intérieure  
Conseil Régional wallon.

Bien fraternellement,

L. VAN GEYT.

CHARLEROI

	1968		1969		1970		1971		1972		1973(30/4)	
	I76	18	I57	I5	172	16	150	13	139	2	104	-
A.C.E.C.	II	-	I6	7	I4	2	24	10	23	2	15	2
Cheminots	I3	3	9	2	-	-	4	-	-	-	-	-
Hainaut-Sambre	I6	9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Traminots	2	I	I	-	-	-	1	-	1	1	-	-
La Providence	I9	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Groupe François	I	I	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Glaver	6	-	6	-	4	-	2	-	2	-	3	1
Bouffioulx	36	5	38	5	37	9	34	5	27	2	23	4
Charleroi	35	7	33	4	31	4	29	1	29	2	26	-
Châtelet	40	4	36	5	39	11	47	11	57	15	43	2
Châtelineau	28	3	20	I	20	3	18	3	22	6	22	1
Couillet	222	I3	222	23	211	21	211	35	210	14	200	10
Courcelles	77	I0	73	I2	75	13	74	11	81	14	69	7
Dampremy	8	-	5	-	6	3	11	9	27	19	31	14
Farciennes	3	-	3	I	3	-	3	-	3	-	3	-
Fleurus	8	2	I0	-	9	-	13	3	32	21	19	2
Fontaine	27	3	28	I	25	1	18	-	16	2	16	-
Gilly	6	3	II	2	14	4	13	-	10	-	11	2
Gosselies	I6	-	I2	-	17	8	16	-	18	2	14	1
Goutroux	47	I5	39	7	35	10	35	7	30	2	30	2
Jumet	I3	-	9	-	7	-	8	-	7	-	7	-
Leernes	I8	3	I5	I	16	5	11	2	10	3	7	-
Lodelinsart	5	-	6	2	8	3	9	2	6	-	8	3
Marchienne	28	1	41	16	60	29	42	2	56	12	56	10
March/Docherries	93	23	76	10	74	15	58	7	47	2	52	6
Marcinelle	51	-	55	7	56	5	49	2	47	4	38	-
Monceau	30	3	27	1	25	2	16	-	14	1	15	2
Montignies/Sambre	7	2	10	-	7	1	7	-	10	1	8	-
Montignies/Till.	2	-	4	2	4	-	6	2	11	6	9	1
Piéton/Forchies	7	-	10	4	24	14	16	-	6	-	5	-
Pont-à-Celles	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Pont de Loup	21	-	20	2	18	1	15	3	19	-	9	-
Ransart	67	8	79	12	73	11	74	6	74	3	74	8
Roux	9	-	11	3	14	3	6	1	8	1	7	1
Souvret	10	-	11	1	14	5	13	-	12	1	11	1
Trazegnies	-	-	8	3	12	2	2	-	1	-	-	-
Mont s/Marchienne	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Couvin	-	-	-	-	-	-	-	-	13	10	12	1
ACEC-Jumet	-	-	-	-	1	1	4	2	5	1	4	1
Fédération	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	1161	137	1101	149	1125	202	1035	137	1081	151	951	82

Fin an 73

R

		<u>Budget</u>	<u>Réalisé</u>
Dotations	1	55	68
Parlementaires	2	492	585
Fonds combat	3	60	65
S.	4	1.333	1.300
		<hr/>	<hr/>
		1.940	2.018

D

		<u>Budget</u>	<u>Réalisé</u>
Permanents	6	1.349	1.485
Ideologie	7	16	-
Jeunes	8	45	25
Subv. O. H.	10	58	38
Aides	11	14	14
Solidarite'	12	101	68
Frais generaux	13	150	210
Courrier - conf.	14	20	3
Impreurs	15	20	59
Propagande	16	167	127
		<hr/>	<hr/>
		1.940	2.029

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

-----  
Avenue de Stalingrad, 29  
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 4 juin 1973

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le

VENDREDI 8 JUIN 1973 A 9 H.30.

=====

A l'ordre du jour :

-----

- 1) Participation de Jukmès aux séances  
du B.P.
- 2) Titre du quotidien.
- 3) Discussion du schéma du rapport de  
L. Van Geyt pour le prochain C.C.

Fraternellement,

L. VAN GEYT.

-----  
ATTENTION : Prière instante aux membres du B.P. d'être  
----- présents à cette séance.

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

-----  
Avenue de Stalingrad, 29  
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 12 juin 1973

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le

VENDREDI 15 JUIN 1973 A 9 H.30.

=====

A l'ordre du jour :

-----

- Poursuite discussion rapport L. Van Geyt  
pour le prochain C.C.
- Déroulement du C.C.

Fraternellement,

L. VAN GEYT.

## COMMUNIQUE

Le Bureau Politique du Conseil régional Flamand du Parti communiste de Belgique apprend l'organisation du soi-disant "Congrès National Européen des Jeunes" qui se tiendra à Anvers du 29 juin au 1er juillet.

A ce congrès participeront des représentants des organisations fascistes de différents pays européens.

En accord avec les organisateurs, les participants seront présents le 1er juillet au "pèlerinage de l'Yser" à Dixmude afin d' "affirmer leur solidarité avec leurs camarades flamands en lutte contre la Belgique".

Le Bureau se déclare solidaire des organisations de la Résistance qui considèrent le congrès d'Anvers comme une provocation. Dès lors il demande aux autorités compétentes d'interdire ce congrès fasciste.

Bruxelles, le 19 juin 1973.

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

-----  
Avenue de Stalingrad, 29  
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 19 juin 1973

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le  
VENDREDI 22 JUIN 1973 A 9 H.30.

=====

A l'ordre du jour :

-----

- 1) Mise en application des décisions du C.C.
- 2) Situation politique et luttes sociales.

Fraternellement,

L. VAN GEYT.

22.6.73

### Structures

La direction nationale est théoriquement confiée actuellement à la réunion commune des 3 comités fédéraux (wallon, flamand, bruxellois), qui se réunit en principe 2 à 3 fois par an. Le Congrès n'a pas pu régler la question d'une direction centrale permanente, la discussion sur les nouveaux statuts n'ayant pas se conclure au Congrès.

Le Secrétariat est d'avis qu'au plus tôt il faut que l'assemblée plénière commune des 3 comités fédéraux se désigne un Bureau confédéral représentatif, et qu'en outre, la rédaction des nouveaux statuts soit terminée, dans lesquels il doit être tenu compte des critères de subsidiarité ministérielle (création d'asbl par ailes linguistiques).

Les cdes Coussement et De Coninck aideront la JC dans l'accomplissement de ces tâches.

### Cadres permanents

- 1) Le Secrétariat est d'avis que les cdes Fuchs et Van den Abbeel soient repris pour d'autres fonctions.  
Pour ce qui concerne le cde J.Fuchs, il a lui-même émis le vœu de son départ dès avant le dernier congrès d'octobre 1972, et dès qu'un remplaçant valable pourrait être trouvé.  
Les Comités fédéraux wallon et bruxellois de la JC, unanimes, proposent le cde Marc Somville pour le remplacer. Ce dernier fonctionne depuis de nombreux mois comme permanent bénévole. Le Secrétariat soutient cette proposition, et propose que le transfert de responsabilités soit fait le 1<sup>er</sup> octobre au plus tard, après que des informations complémentaires seront recueillies sur la nouvelle candidature.  
En toute éventualité, le cde Fuchs aiderait le cde Coussement dans la campagne pour le lancement du quotidien, jusqu'à fin 73, date à laquelle une fonction définitive lui sera attribuée.
- 2) Le Secrétariat est d'avis que le cde Van den Abbeel soit retiré pour la même date. Le cde Grunewald prenant les fonctions de secrétaire national de la KJ. Un permanent KJ doit être recherché entretemps.  
Le Secrétariat n'a pas fixé l'utilisation du cde Van den Abbeel pour l'instant.
- 3) Le Secrétariat est d'avis que le cde Dawance ne peut plus occuper le poste de détaché de l'enseignement pour la JC, fonction qu'il n'assure plus nationalement depuis plus d'un an, pour se consacrer à la JC de la région liégeoise, exclusivement.  
Le Secrétariat aura un entretien avec le cde Dawance pour examiner avec lui son utilisation.  
Le cde Dawance peut être mis à la disposition de la fédération liégeoise, si celle-ci le désire, et compte tenu d'un travail positif qu'il y mène; ceci, sans accroissement du nombre actuel de permanents de la fédération.  
Un nouveau détaché de l'enseignement pour la JS serait recherché.

Entretien Secrétariat - JC - féd.liégeoise

Faisant suite aux remarques du cde Juckmès au BP, concernant un procès-verbal de réunion du Comité fédéral wallon de la JC, en mars, où il est fait état de l'entretien du 16 mars entre le Secrétariat, la direction fédérale de Liège, et le cde Fuchs, (à la demande de ce dernier), pour surmonter les désaccords, le Secrétariat donne au BP l'information suivante :

- 1) La photocopie de l'extrait de procès-verbal mis en cause est joint à la présente note.
- 2) Dès qu'il en a eu connaissance, le cde Coussement a eu un entretien à la première occasion avec les cdes Fuchs et Chenot, membres du Secrétariat de la JC wallonne.  
Tout en reconnaissant le droit au dirigeants JC d'informer leurs collectifs de direction, le cde Coussement a désapprouvé ce passage du procès-verbal.
  - a) on ne fait pas état dans un document écrit, qui peut s'égarer, de questions intérieures. Un PV n'est pas un bulletin d'information, mais un compte rendu de décisions en vue de travail pratique.
  - b) le cde Juckmès n'ayant aucun mandat à la JC, il ne lui est pas possible d'intervenir au sein de la JC à propos de l'un ou l'autre passage où il est mis en cause. Cette personnalisation dans un PV constitue donc une indécatesse sur le plan des rapports entre organisations et dirigeants.

Le bien-fondé de ces remarques a été admis par les cdes Fuchs et Chenot, qui en informeront leur comité fédéral.

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

\*\*\*

Avenue de Stalingrad 29  
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 25 juin 1973

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

=====

Cher Camarade,

Le Bureau Politique se réunira le

VENREDI 29 JUIN à 9.30 H.

=====

A l'ordre du jour :

- La situation politique.
- Projet de réunion B.P. et militants grandes entreprises sur bataille contre la politique des revenus.

Bien fraternellement,

L. VAN GEYT.

juillet 1973

BP22\_1973\_07

## COMMUNIQUE

Le Bureau Politique du Parti communiste de Belgique exprime sa solidarité aux forces ouvrières et démocratiques françaises qui manifestent actuellement avec vigueur leur opposition aux attaques du pouvoir contre les libertés et les droits démocratiques.

Ces attaques concernent toute la gauche d'Europe occidentale. En Belgique également, la réaction cherche à infliger des coups au mouvement ouvrier et démocratique. Ses intentions sont apparues clairement dans les projets Vanden Boeynants - Vranckx et dans l'attitude des forces de répression à l'égard de militants ouvriers, au cours de récents conflits sociaux.

C'est pourquoi le Bureau Politique du P.C.B. proteste contre les mesures prises par le gouvernement français à l'encontre de l'organisation trotskiste "Ligue communiste" et réclame la libération d'Alain Krivine, tout en soulignant son désaccord complet avec les positions et les méthodes des groupes trotskistes - et gauchistes en général - parce qu'elles donnent prise aux provocations de la droite.

Le Bureau Politique réaffirme que l'unité des forces ouvrières et progressistes autour d'une politique anti-monopoles, qui inclut la défense et l'élargissement des libertés et droits démocratiques, est la première condition pour faire échec aux plans de la réaction, en Belgique comme dans les autres pays capitalistes.

Le Bureau Politique du Parti  
communiste de Belgique

Bruxelles, le 5 juillet 1973.

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

-----  
Avenue de Stalingrad, 29  
1000 BRUXELLES

Bruxelles, le 2 juillet 1973

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE

---

Chers Camarades,

Le Bureau politique se réunira le

VENDREDI 6 JUILLET 1973 A 9 H.30.

=====

A l'ordre du jour :

---

- Situation politique.

Bien fraternellement,

L. VAN GEYT.

## COMMUNIQUE

Le Bureau Politique du Parti communiste de Belgique constate que la session parlementaire s'est terminée dans des conditions qui révèlent l'aggravation du mal fait par le pouvoir des monopoles au fonctionnement des institutions démocratiques.

Les problèmes qui intéressent le plus directement le pays et les travailleurs sont restés sans solution satisfaisante, les marchandages autour du Pacte scolaire ayant dominé les débats jusqu'à la fin, tant à la Chambre qu'au Sénat.

C'est après le départ en vacances des parlementaires que le gouvernement a autorisé une série de nouvelles hausses de prix. Ces hausses, qui interviennent au moment même où la chute du dollar accuse l'aiguïsement constant de la crise monétaire internationale, confirment la nécessité et l'urgence de mesures spéciales pour protéger les revenus du travail. Or, bien que les organisations syndicales l'aient saisi du problème, le gouvernement manoeuvre pour essayer d'échapper à une véritable indexation des barèmes fiscaux prenant cours dès 1973.

Les critiques les plus sévères se justifient également dans d'autres domaines. La formation d'une tripartite avait été expliquée il y a six mois par le besoin d'en finir une fois pour toutes avec le problème communautaire. Or, nous nous trouvons maintenant en présence de projets gouvernementaux de régionalisation qui, non seulement ne régleront rien, mais qui, s'ils étaient appliqués, multiplieraient dans le pays les sources de désordres et de confusions au bénéfice de l'oligarchie intéressée au maintien de l'Etat unitaire. Quant au projet Vanderpoorten sur la législation en matière d'avortement, il montre comment la droite utilise la coalition gouvernementale actuelle pour tenter de contenir et d'user les mouvements populaires les plus amples et les plus généreux.

Il se confirme ainsi que pour créer les conditions de changements réels que seul le regroupement des forces progressistes peut rendre possibles, le mouvement ouvrier organisé et les démocrates déjà disponibles pour un tel regroupement devront reprendre et renforcer considérablement leur action dès la rentrée. A cet égard, beaucoup de choses dépendront de la relance des luttes qui étaient et sont encore en cours dans la métallurgie et les Services publics.

Le Bureau Politique du P.C.B.  
Bruxelles, le 9 juillet 1973.